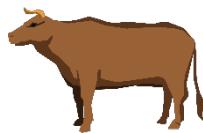


BOVINS ALLAITANTS





Capital
519 000 € / UTHé



Cheptel
91 VA / 175 UGB



SAU
143 ha
dont 116 ha SFP



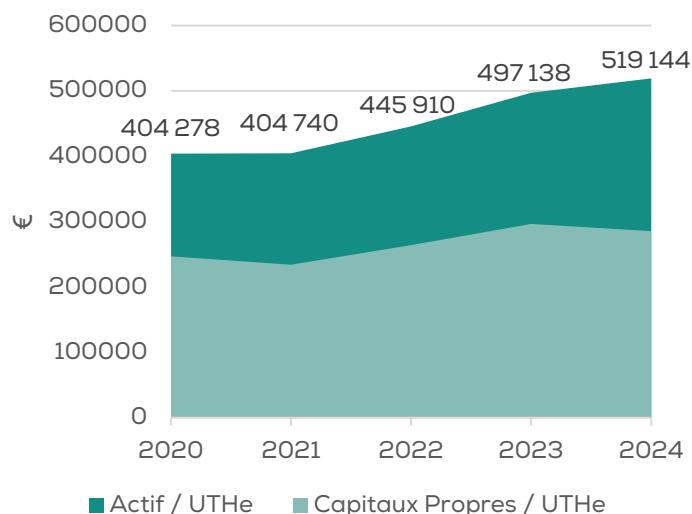
Main d'œuvre
1,74 UTHé dont
1,46 UTHé exploitant

Conjoncture générale

L'année 2024 confirme la tendance à des prix élevés. Les cours des bovins restent soutenus, avec un JB Charolais à 5,23 €/kg et un JB Blond à 4,93 €/kg. Les vaches Blondes progressent à 6,09 €/kg (+0,35 €/kg par rapport à 2023).

Cette stabilité des prix ne compense pas totalement la hausse des charges fixes. La baisse des coûts d'aliments (231 €/VA contre 259 en 2023) et de fourrages (168 €/VA contre 222 en 2023) apporte un peu d'air, mais l'inflation sur les charges de structure (+41 €/VA) demeure conséquente.

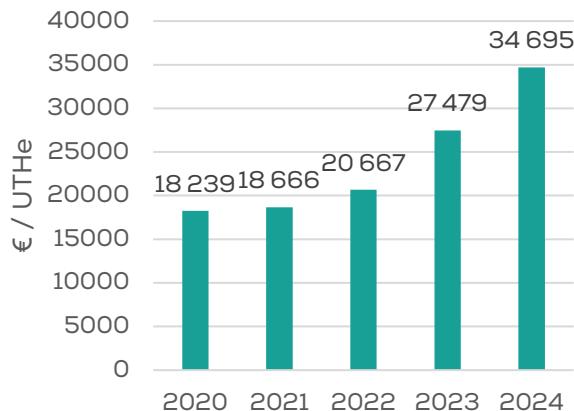
Capitaux toujours en progression



Le volume de capitaux nécessaire continue sa progression. (+ 21 400 €). Cette évolution est liée à l'impact de la modernisation et du renouvellement sur les postes matériels, installations et bâtiments. Après des années avec des marges de manœuvre limitées, les entreprises adaptent les outils de production à un volume d'animaux par UTHé conséquent. Le système de production restant stable sur l'année, le cheptel et les postes de stocks restent à un niveau inchangé.

Des niveaux d'investissements permis par la hausse des EBE de ces dernières années et impactés par l'inflation

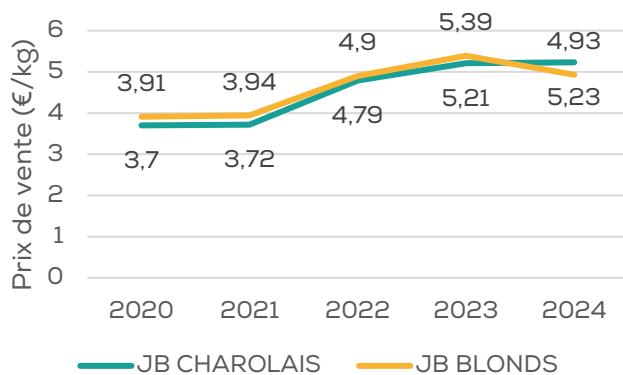
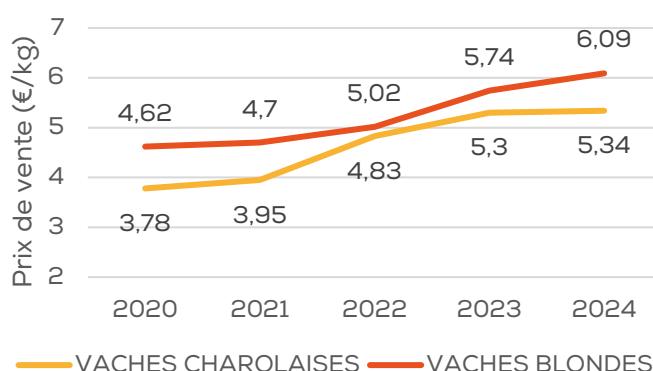
Depuis la hausse de l'EBE de 2022 (plus 23 000 € en moyenne entre 2021 et 2022), une forte dynamique s'est engagée avec un niveau d'investissement qui a plus que doublé pour représenter aujourd'hui plus de 6 % de l'actif (investissements hors cheptel). La part de l'autofinancement progresse également sur ces dernières années.





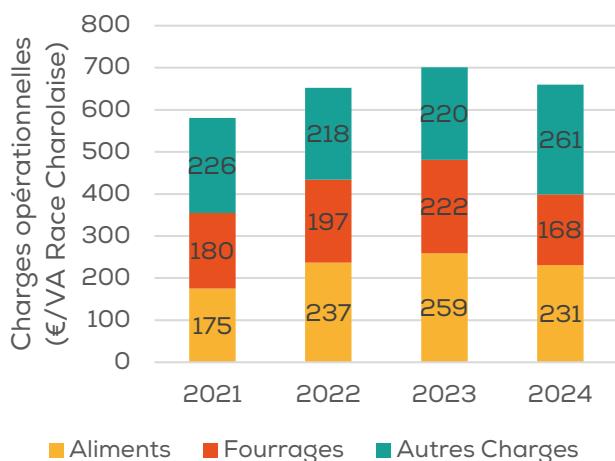
Des tarifs toujours en progression

(Avec complément de prix, net ou pas des frais de commercialisation)

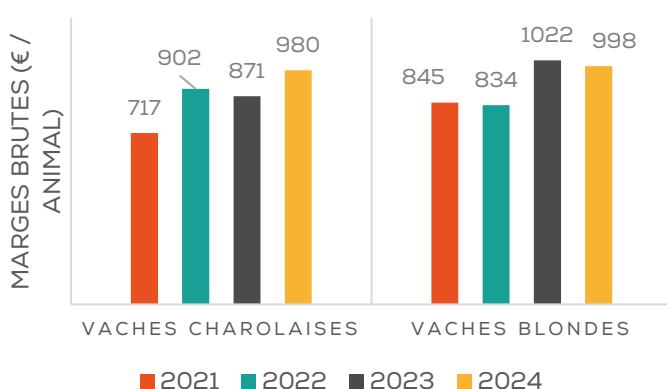


Après une très forte hausse des tarifs depuis 2021, les prix se sont stabilisés en vache et taurillons charolais. Seul le JB blond voit le prix de vente baisser. Les départs de ferme sont très rapides, critère significatif du déséquilibre entre le niveau de production et la consommation.

Des charges opérationnelles en baisse



Un marché soutenu, un maintien des marges mais sans couvrir la hausse des charges de structure



Après trois années où les charges progressaient, 2024 marque une baisse globale des charges opérationnelles de 41 €/VA.

Le coût des fourrages chute de 54 €/VA, phénomène en lien direct avec le prix des engrangements. Le tarif des intrants de l'année 2022 impactait pleinement ce poste en 2023. Les conditions de récoltes exécrables de l'année 2024 sur de nombreuses zones du département ne pénalisent pas comptablement la charge fourragère.

Les volumes d'aliments concentrés distribués restent identiques par système de production, la chute des tarifs de la matière première explique la baisse du poste aliment.

La marge brute charolaise continue sa progression. Charges opérationnelles en baisse et prix de vente en hausse sont favorables. Cependant, cette hausse de marge brute ne permet pas de faire face à l'évolution des charges de structures qui progressent sur l'ensemble des postes. Le poste le plus conséquent reste la mécanisation, avec une hausse de 80 €/VA (dont 43 € d'amortissements). La part de la main d'œuvre évolue également, en grande partie en lien avec les bons niveaux de revenus retenus pour le calcul des cotisations sociales (+ 53 €/VA).

► Une performance économique stable, un revenu disponible en baisse.

Approche résultat	EBE 55 242 €/UTHe	Approche trésorerie
Amortissements : 31 148 € / UTHe + Frais financiers : 5 741 €/UTHe Soit 67 % de l'EBE		Annuités : 32 352 € / UTHe + Frais financiers CT : 2 703 €/UTHe Soit 63 % de l'EBE
Résultat courant : 18 352 €/UTHe Soit 33 % de l'EBE		Revenu disponible : 20 186 €/UTHe Soit 37 % de l'EBE

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) reste stable à 55 242 €/UTHe, mais le revenu disponible recule à 20 186 €/UTHe, soit 37 % de l'EBE.

Cette baisse s'explique par la forte progression des investissements (+26 %, atteignant 34 695 €/UTHe) et des annuités qui absorbent 63 % de l'EBE.

La trésorerie demeure fragile, imposant une vigilance accrue sur la capacité d'autofinancement et la gestion des charges financières.

► Filière et perspectives

La consommation de viande bovine continue de reculer en France, passant sous les 23 kg par habitant, tandis que la production nationale reste en repli, à l'exception des taurillons.

Ce contexte renforce la nécessité de sécuriser les systèmes fourragers et d'optimiser les performances techniques pour maintenir la compétitivité. Les écarts entre exploitations se creusent, soulignant l'importance de la maîtrise technico-économique.

Malgré une évolution favorable de la conjoncture, le volume des aides reste primordial dans les équilibres financiers des entreprises.

La dynamique d'investissement doit être accompagnée pour éviter une fragilisation financière. La transmission et la modernisation demeurent des enjeux majeurs pour la pérennité de la filière.

Le contexte sanitaire inquiète, l'impact très variable de la FCO dans les exploitations du département et la crainte de la DNC appellent à la plus grande vigilance.